

Commune de

ALTORF

REGLEMENT

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE APPROBATION

Vu pour être annexé à
la délibération du

06 JUIL. 2015

A Altorf le
15 juillet 2015

Le Maire



 Gerard ADOLPH

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

COMMUNE D'ALTORF



Règlement local de publicité

REGLEMENT

JUIN 2015

OBJECTIFS DU PRESENT REGLEMENT

Par délibération du conseil municipal en date du 4 juin 2013, la commune d'Altorf a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité.

Les objectifs du règlement local de publicité, définis par cette délibération du conseil municipal sont les suivants :

- Assurer une meilleure protection du cadre de vie, du paysage et du patrimoine urbain tout en tenant compte des besoins de publicité extérieure indispensables à l'activité économique ;
- D'établir, le cas échéant, en fonction des secteurs de la commune, des règles en vue d'améliorer l'intégration de l'affichage et des enseignes dans le paysage.

Rappels de certaines dispositions du règlement national :

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de publicités, conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après.

Les règles sont applicables aux publicités visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les dispositions suivantes complètent ou restreignent les dispositions du règlement national (articles L 581-1 et suivants et R 581-1 et suivants du Code de l'environnement).

Elles s'appliquent à l'ensemble du territoire communal.

REGLES APPLICABLES A LA PUBLICITE

Article 1 : Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières quelle que soit la longueur du côté bordant la voie ouverte à la circulation publique.

REGLES APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Article 2 : Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables et de qualité. Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale. Les caractères suivants sont recherchés :

- la simplicité,
- la légèreté : éviter les dispositifs qui dénaturent le caractère des façades notamment des enseignes surdimensionnées ou des caissons trop épais,
- la discrétion : limiter le nombre de matériaux.

Article 3 : Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,10 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas un mètre, devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie, enfin, sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 0,10 mètre par rapport à lui.

Article 4 : Les enseignes sur toitures ou terrasses sont interdites.

Article 5 : La surface unitaire maximale des enseignes scellées au sol est de 6 mètres carrés.

Ces enseignes ne peuvent dépasser 6 mètres de haut.